

firmes d'exportation agricole. L'imposante puissance économique des Somoza débordait les frontières du Nicaragua car ils détenaient aussi d'importants avoirs aux États-Unis et en Europe. Au pays même, tous les chemins aboutissaient à une entreprise Somoza. Dès lors, il n'est pas surprenant que les autorités fissent tout en leur pouvoir pour entraver les activités organisées susceptibles de menacer le régime, contribuant ainsi à entretenir l'ignorance et l'impuissance.

Quand l'Alliance pour le progrès se mit à transférer des fonds dans les pays d'Amérique latine qui empruntaient les voies de la démocratie, les Somoza se répandirent en belles paroles sur les besoins des paysans nicaraguayens. Toutefois, les crédits alloués ne servirent jamais à financer des initiatives paysannes parce qu'ils furent bloqués par la famille et redistribués en fonction de ses propres intérêts. C'est alors que fut mis sur pied en 1964 l'Institut pour l'épanouissement humain (*Institute for Human Promotion* — IMPRHU), organisation non gouvernementale destinée à sensibiliser les paysans par des programmes d'éducation et des mesures d'incitation professionnelle. Mais les Somoza sabotèrent ses activités toutes les fois qu'ils le purent et entravèrent ses opérations en dressant des obstacles juridiques sur sa route. En 1975, ils créèrent avec l'aide des États-Unis l'Institut du bien-être rural (*Institute of Peasant Welfare* — INVIERNO) afin d'améliorer la condition des populations pauvres des campagnes. Belle initiative vue du dehors, mais la réalité est qu'un grand nombre des projets de l'INVIERNO furent entrepris dans les régions où les guérilleros étaient le plus actifs, dans le dessein précis de neutraliser leur influence. L'organisation se révéla toutefois inefficace.

### L'opposition

Au Nicaragua, la population active des villes paraît à peine plus aisée que sa contrepartie rurale. Sur le plan idéologique, le mouvement des travailleurs a eu tendance à se fragmenter de l'intérieur en factions d'extrême-gauche et d'extrême-droite. Les Somoza ont toujours surveillé de près l'activité de ses 30 000 membres, afin d'y déceler la moindre cohésion dangereuse pour le régime. Mais la désunion faisait en quelque sorte partie intégrante du mouvement et des organisations qui le composaient. Par exemple, la Confédération générale des travailleurs indépendants (CGTI), forte de 12 000 membres d'obédience marxiste, ne pouvait pas s'entendre avec la Confédération générale du travail (CGT), dont les 10 000 membres avaient la faveur du gouvernement et appuyaient ouvertement les Somoza. Le régime n'avait donc pas à craindre une opposition monolithique de ce secteur de l'économie.

L'Église, pour sa part, ne représentait pas non plus une véritable force d'opposition. Historiquement, elle s'était toujours montrée plutôt large d'esprit à l'égard de toutes les activités gouvernementales. Elle

en vint donc à accepter les Somoza et les libéraux comme des défenseurs du statu quo. Monsenor Alejandro Gonzalez Robleto avait même perdu le respect des Nicaraguayens parce qu'il avait ouvertement appuyé les Somoza. Dès le début des années 70, cependant, l'image essentiellement conservatrice de l'Église commença à se transformer. Un clergé plus jeune et plus progressiste défiait maintenant le gouvernement sur un certain nombre de questions, refusant par exemple d'acquiescer au «*continualismo*» de «*Tachito*» Somoza, son obstination à demeurer au pouvoir malgré l'expiration de son mandat aux termes mêmes de la constitution. Le nouvel archevêque de Managua, Monsenor Miguel Olando Bravo, alla même jusqu'à dénoncer ouvertement le régime dans un certain nombre de lettres pastorales et se mit à boycotter les cérémonies officielles. Si bien qu'en 1979, l'Église avait pris position en faveur du renversement du président.

L'opposition de fait au régime Somoza se concrétisa pour la première fois en 1974 avec la création de l'Union démocratique de libération (UDEL). Regroupant à l'origine tous les partis d'opposition et les syndicats ouvriers, elle s'adjoignit bientôt des groupements d'affaires, l'Église et bien d'autres groupes qui lui conférèrent un caractère très représentatif de l'ensemble de la société nicaraguayenne. L'emprise de Somoza sur le pays ne fut pas sérieusement menacée, cependant, jusqu'au moment où fut assassiné en janvier 1978 Pedro Joaquin Chamorro, éditeur de *La Prensa*. Leader politique bien en vue, Chamorro était un homme au franc-parler. Trois mois avant sa mort, il avait reçu le prix Cabot de l'Université Columbia pour ses contributions journalistiques à la promotion de la coopération interaméricaine. Il fut assassiné parce qu'il avait clairement exprimé ses intentions de «mettre fin à la dictature de Somoza et d'instaurer un régime où le pluralisme aurait sa place». Sa disparition donna aux sandinistes l'élan dont ils avaient besoin pour activer le militantisme et soulever tous les groupes d'opposition contre Somoza et la garde nationale. Ils commencèrent par organiser une grève générale de deux semaines qui paralysa pratiquement tout le pays et leur gagna l'appui croissant des milieux d'affaires. L'activité des sandinistes fit bientôt les manchettes de la presse internationale et l'attention mondiale se braqua sur la vulnérabilité croissante du régime Somoza.

L'une des actions les plus éclatantes des sandinistes survint après que le président Carter eut adressé des félicitations au régime pour «l'amélioration de la situation des droits de la personne au Nicaragua». Les guérilleros prirent d'assaut et occupèrent le Palais législatif en plein cœur de Managua, y gardant en otages plus d'un millier de bureaucrates et de législateurs. Parmi eux se trouvaient Luis Pallais Debrayle, cousin de Somoza et vice-président de la Chambre des députés, et José Somoza Abrego, neveu